

QUI EST L'ENNEMI ?



[Source : Stratpol]

Par Henri Roure, Gal (2S)

RÉFLEXIONS DE SCIENCE POLITIQUE PAR LE GÉNÉRAL HENRI ROURE

Une nation c'est avant tout une souveraineté revendiquée et défendue par un peuple. L'Histoire – toujours elle – nous rapporte la lutte des Français pour, tout à la fois, assurer leur unité, leur indépendance, leur dignité et faire prévaloir les principes dont ils se sentaient légitimement fiers et porteurs. Cette assurance reposait sur une étroite conjugaison entre gouvernement et peuple dans la certitude d'un destin. Elle impliquait la nature des politiques intérieure et étrangère. Les assauts partisans, souvent sévères, ne remettaient jamais en cause cette « certaine idée de la France » à laquelle se référa le général de Gaulle.

DIVORCE ENTRE LE PEUPLE ET SES DIRIGEANTS

Mais aujourd'hui se pose véritablement la question de cette osmose entre gouvernants et Français. Je récuse les raisons circonstanciées et simplement politiciennes, à la faible participation des citoyens aux différentes élections, alors qu'il est connu que notre peuple est un peuple politique.

Je suis persuadé qu'il y a, non pas du désintérêt, mais un constat d'incompétence porté sur la classe dirigeante. Il conduit à une hostilité latente, mais croissante, au système et à ses orientations et décisions.

Si nous ajoutons à ceux qui ne votent pas, ceux qui se rallient à des partis contestataires, surtout de droite, je crois pouvoir affirmer, sans risque de me tromper, qu'il existe un abîme entre peuple et classe dirigeante. Celle-ci constituée en oligarchie, largement menée par la caste gestionnaire énarchique, adhère à des références étrangères diffusées dans des associations et organismes au service d'une conception unipolaire, donc américaine, du monde. Elle a été phagocytée par l'idéologie anglo-saxonne prétendant que les peuples doivent être dominés, pour leur bien, par la finance internationale aux mains des États-Unis d'Amérique.

DES DIRIGEANTS SOUS INFLUENCE AMÉRICAINE

Elle est inscrite au club-relais de Bruxelles et à son club associé, l'OTAN, lui très directement dirigé par Washington. Dans cette aberration mentale, le citoyen devrait se muer en consommateur obéissant, les frontières devraient disparaître, les langues s'effacer devant la langue anglaise, les armées s'unifier sous la férule de l'OTAN, les productions s'organiser territorialement selon la volonté des banques et groupes d'intérêts états-uniens, les monnaies, à moyen terme, s'éteindre au profit du dollar déjà monnaie de compte, ou de quelque provisoire succédané, et l'ensemble dit « occident » être dirigé par une camarilla essentiellement washingtonienne.

De nombreux faits et dérives contribuent à cette opération géopolitique : migration soutenue afin de noyer toute résistance nationale, insécurité pour apeurer et soumettre, valorisation des plus invraisemblables aberrations, et de la bêtise pourvu qu'elle sache hurler, acculturation sous forme basique, avec pour conséquence la perte de l'éducation, du rationalisme, du libre arbitre et de l'approche religieuse chrétienne, endoctrinement médiatique associé à la désinformation, affirmations gouvernementales péremptoires et pourtant mensongères, négation de l'histoire, destruction de la famille et des mœurs...

En résumé les facteurs de la décadence sont rassemblés. Ils doivent par choix délibéré de nos gouvernants mener à l'extinction de la France et à l'inclusion du magma barbarisé qui en résultera, à un vaste ensemble sous-humain (selon l'expression de Richard Coudenhove-Kalergi, l'inspirateur des « pères de l'Europe »). Il sera évidemment manœuvré par la caste américaine ou américanisée.

Ce n'est donc pas seulement la France qu'il s'agit de sauver, mais l'homme dans sa grandeur et sa nature d'être pensant, car ne nous y trompons pas, si cette vision scandaleuse l'emporte chez nous et sur le continent européen, elle s'étendra inévitablement à l'ensemble de la planète, hormis la Chine et quelques pays notamment asiatiques. En cela les patriotes français, défenseurs de l'identité de la France et de la dignité des personnes, sont des humanistes, ainsi que je le démontre dans mon dernier livre *Le patriotisme français est un humanisme*.

LE LOURD PASSIF HISTORIQUE DE NOS "ALLIÉS" AMÉRICAINS

Si nous nous libérons des entraves de l'instant et de la mémoire à très court terme et observons avec attention les méfaits des États-Unis envers notre pays, nous ne pouvons que ressentir un absolu effarement, suivi d'une grave inquiétude, au constat de la passivité des autorités nationales face aux débordements hégémoniques de ce pays. Elles ont pourtant été élues, en principe, pour défendre la France et maintenir sa dimension dans le monde. J'avoue qu'une sourde colère monte en moi lorsque je constate que nos dirigeants actuels la laissent rabaisser en acceptant sans réaction aucune, et même parfois avec complaisance, les prédatons de ce pays violemment nationaliste et conquérant. Elles en viennent à le suivre dans ses aventures

qui n'ont d'autre but, pourtant, que de satisfaire la xénophobie et l'hubris germano-anglo-saxon. Devrais-je qualifier cette attitude de collaborationniste et dire ainsi qu'il s'agit de trahison ?

Il est inutile de remonter loin dans le temps pour juger de la permanence de l'hégémonisme états-unien. Après une tentative de Wilson relayant Théodore Roosevelt pour imposer les choix états-uniens pour la paix, après la Première Guerre mondiale, heureusement brisée par Georges Clemenceau, cette volonté de domination n'a cessé de se renforcer depuis la Seconde Guerre mondiale. La chute de l'URSS lui a offert des terres d'expansion nouvelles et une outrecuidance sans limites. Souvenons-nous des porte-hélicoptères amphibies de la classe « Mistral » que la Russie avait commandés à la France en 2010. Sous la très forte pression des États-Unis, alors que les bâtiments étaient en construction, la France de François Hollande, en 2014, dénonça le contrat. Le prétexte pris fut l'annexion de la Crimée ou, plus honnêtement dit, la réintégration de la Crimée à la Russie son territoire d'origine, et son soutien apporté aux russophones prorusses du Donbass que le gouvernement ukrainien malmenait. Guère plus tard, le 15 septembre 2021, toujours dans le domaine de la Défense, ce fut la dénonciation par l'Australie, sur l'instigation de Washington, du contrat de construction de douze sous-marins classiques par la France. La suite immédiate fut la conclusion d'un contrat avec les États-Unis et le Royaume-Uni pour la construction de sous-marins nucléaires d'attaque. S'agissait-il d'une attitude amicale de notre allié d'outre-Atlantique et de notre allié d'outre-Manche ?

L'ALLEMAGNE, SATELLITE ÉTATS-UNIEN DE L'EUROPE

Pour abrégé cette énumération des mauvaises manières des États-Unis dans le seul domaine de la défense, il faut citer cette dernière intrigue ourdie, avec les Allemands, s'agissant du SCAF, programme initialement conduit par la France avec les Allemands et les Espagnols. Le désir de nos partenaires germaniques de bénéficier de transferts de technologie s'y est très vite manifesté. Mais surtout, au lieu de montrer leur volonté de coopération, nos voisins immédiats en Europe, pour renouveler leur flotte aérienne, ont décidé d'acheter des F18 américains plutôt que des Rafale français. Il ne fallait pas déplaire aux États-Unis. En fait, les États-Uniens ont opté naturellement pour l'Allemagne comme alliée privilégiée dans leur politique de contrôle étroit de l'UE.

Pour la même raison ils soutiennent les débordements de madame Ursula von der Leyen, de famille davantage américaine qu'allemande, dans une politique terriblement alignée sur Washington. Berlin, en allié fidèle et intéressé, joue ce rôle de manière confondante, détruisant sans hésitation ce que les seuls Français, comme je l'ai déjà écrit, appellent le « couple franco-allemand ».

Plus de SCAF, plus d'hélicoptère en coopération – l'Apache remplaçant le Tigre – plus de patrouilleur commun, mais une volonté d'aider à l'équipement des armées européennes avec du matériel états-unien et d'élever des obstacles aux exportations françaises de matériel de guerre. Ajoutons, dans cette

palette d'actions incitées hypocritement ou exigées brutalement par les États-Unis, la tentative de déstabiliser la gênante dissuasion nucléaire française, en proposant à Paris de la partager, tout comme de rendre tournant le siège permanent français au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dans la même perspective d'abaissement de la puissance française, se situe la récente proposition de Berlin d'étendre, au domaine strictement national de la sécurité, le vote au sein de l'UE à la majorité qualifiée. Si le gouvernement français acceptait d'aller dans ce sens, la France risquerait d'être entraînée dans des guerres contraires à ses souhaits. Sa politique extérieure et sa dissuasion nucléaire, censées défendre son indépendance et ses intérêts vitaux, n'auraient plus de raison d'être.

HÉGÉMONIE MILITARO-INDUSTRIELLE AMÉRICAINE

L'inspiration états-unienne étant, bien sûr, derrière ces manœuvres...L'Allemagne ayant désormais l'ambition affichée d'être le premier partenaire militaire des États-Unis en Europe, ne peut rien leur refuser. À l'évidence la réintégration de l'OTAN par la France, en mars 2009, a eu pour conséquence l'aggravation de ces agissements. Conjuguée avec notre appartenance à l'UE, elle nous a fait perdre un énorme pan de notre souveraineté, nous a discrédités auprès de nos amis et nous a entraînés dans des aventures contraires à nos intérêts.

Ajoutons à cette politique délibérée, le grignotage de notre indépendance énergétique que nous avons acquise grâce au nucléaire. Le sabotage d'EDF, selon la volonté des Allemands, en est l'aspect le plus choquant. Il s'agit de permettre à des entreprises germano-américaines de déployer leurs investissements et leur dictature sur le prix de la plupart des sources d'énergie électrique. **N'oublions surtout pas la vente de la partie noble d'Alstom à l'américaine General Electric, avec l'appui sans scrupule du président actuel et toutes les menaces qui pèsent sur nos entreprises de haute technologie.**

Dans le cas d'Alstom, nous avons vendu aux Américains la fabrication des turbines des sous-marins nucléaires, de sorte que l'on ne peut plus produire en France de tels sous-marins sans une autorisation américaine » a déclaré Alain Juillet devant la commission Défense de l'Assemblée Nationale.

La prédation de ce pays sur la haute technologie française est apparue tellement évidente après cette affaire que le gouvernement français a été conduit à mettre un veto à l'achat par l'américain Teledyne du spécialiste de l'optronique pour la défense Photonis. Poussé par l'opinion la loi Pacte de 2019 est venue tardivement renforcer les pouvoirs du ministre de l'Économie dans le cadre de la procédure de contrôle des investissements étrangers.

GUERRE ÉCONOMIQUE

Les États-Unis savent utiliser les fractures entre pays et en leur sein, ainsi que le ralliement d'élites endoctrinées et serviles, pour imposer leur

vision des choses et conforter leur domination. Mais l'outil de guerre n'est pas le seul domaine où l'impérialisme états-unien cherche à imposer sa loi.

Au-delà de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), créé par le traité de Marrakech en 1994, qui semble ne plus suffire aux États-Unis pour maintenir leur domination financière et économique, ce pays a osé imaginer des lois à vocation extraterritoriale.

Ce dispositif juridique peut s'appliquer à n'importe quelle entreprise étrangère à rayonnement international. Il est patent, en effet, que ce type d'entreprise a été amené, inévitablement, dans son développement, à établir quelques liens avec les États-Unis. Ces lois concourent à l'établissement d'un système dictatorial sur des acteurs économiques, en dehors de tout rattachement territorial et national. Il s'agit d'une sorte de colonisation réglementaire, brutale, permettant d'asseoir davantage la puissance états-unienne, en affaiblissant ses concurrents à qui elle impose son autorité.

GUERRE JURIDIQUE ET EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN

En une dizaine d'années, des milliards de dollars d'amendes ont été infligés aux entreprises et banques françaises abondant, de la sorte, le Trésor états-unien au prétexte de liens avec des personnes et des pays jugés coupables d'activités terroristes par les États-Unis. Je me dois d'ajouter que les États-Unis, contrôlant les flux monétaires, détiennent les moyens de pression sur les esprits. Leurs fonds de pension, comme Blackrock et Vanguard, investissent certes dans l'économie, mais aussi dans les médias. 90% des médias internationaux sont détenus par neuf conglomérats médiatiques, eux-mêmes appartenant à ces fonds de pension. Ne nous étonnons pas, dès lors, de voir nos écrans envahis par les pires productions audiovisuelles de ce pays, dont rares sont les Français qui en comprennent les titres, d'entendre des braillements venus de ce désert culturel, ou de subir Halloween et toutes sortes de publicités en langue anglo-saxonne. La loi Toubon se voit ainsi contournée avec désinvolture et impunément, et la culture nationale subit une marginalisation avec l'appui de la pédanterie et de l'imbécillité de quelques-uns.

GUERRE CULTURELLE

Le but poursuivi est d'imposer des façons de penser, d'aligner les esprits sur le modèle basique états-unien, de rejeter les cultures non conformes et in fine, d'étendre le règne des États-Unis d'Amérique au monde entier et en priorité à l'Europe. Il est vrai que cette prétention démesurée à la supériorité intellectuelle est inhérente à l'idéologie états-unienne reposant sur l'idée de destinée manifeste, confirmée par la doctrine de Monroe et son corollaire, et reprise par Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller de plusieurs présidents américains, dans le Grand échiquier.

Cette vanité, portée par les circonstances, s'était amplifiée dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le 28 mai 1946, la France exsangue avait dû signer l'accord Blum-Byrnes, où notre pays s'engageait à ouvrir ses

frontières aux produits états-uniens. Les conséquences furent considérables. La contrepartie majeure à cet accord fut un abandon du quota de films d'outre-Atlantique diffusables en France, et la limitation à quatre semaines sur treize de l'exclusivité réservée au cinéma français. La suite fut immédiate. Dès la première moitié de l'année 1947, 340 films américains furent diffusés contre seulement quarante français. Grâce au cinéma, plus rien n'empêchait la puissance d'Hollywood de façonner les esprits français, de diffuser l'American Way of Life et la propagande de Washington.

GUERRE DE CIVILISATION

Cependant tout n'est pas perdu. La France une fois encore survivra aux assauts qu'elle subit. Cet allié qui s'est mué en ennemi des nations et de la civilisation pourrait se voir prochainement défait et son orgueil fortement rabaissé. Par ses dérives il s'est exclu de l'Occident véritable alors que la Russie renaissante est sur le point de devenir le ferment de son renouveau.

À cet égard, ce qui se passe en Ukraine pourrait être déterminant. Les États-Unis, l'UE et leur liaison militaire otanienne, courent très probablement à une défaite dans ce conflit que les États-Unis ont voulu et provoqué. La suffisance et l'aveuglement des États-Uniens sont confondants.

Dans nos écoles militaires – je suppose qu'il en est de même aux États-Unis – on nous apprend à analyser l'adversaire en toute objectivité et sous tous ses aspects. Il nous est enseigné de nous informer sur l'armement, l'environnement, la nature du terrain et le climat, comme sur les hommes et les chefs et nos ordres initiaux d'opération prennent en considération l'ensemble de ces facteurs. Il semble que leur complexe de supériorité ait aveuglé les stratèges américains et qu'ils aient commis l'erreur de sous-estimer l'adversaire. Il faut croire que ce pays ne tire absolument pas les leçons des guerres qu'il a menées et toutes perdues depuis la Seconde Guerre mondiale qu'il n'a d'ailleurs pas gagnée seul, loin de là.

UKRAINE : LA GUERRE MALGRÉ NOUS

La France est impliquée dans un conflit où elle n'a aucun intérêt et où elle ne peut prétendre défendre la liberté alors que l'élite ukrainienne est notoirement corrompue et que la population n'est pas unanime pour affronter le frère russe et que ce territoire se trouve sous la domination de la diplomatie et des services anglo-saxons.

La France macronienne fournit de l'armement au détriment de l'équipement de ses propres forces, perd ses investissements en Russie, fait subir à sa population une crise économique, énergétique et financière et voit les pays africains francophones devenir sensibles aux offres sécuritaires de Moscou, ce qui est – nul ne peut le nier – une conséquence directe de cette mauvaise politique de subordination à Washington.

Si nous nous attardons un instant sur ce minage d'un des facteurs de notre influence et de notre puissance et écoutons ce que disent nos amis africains,

il est certain que les gouvernants français, s'ils étaient d'une autre trempe, auraient de quoi s'inquiéter. À l'évidence, des patriotes n'auraient pas laissé s'installer toutes les dérives et aberrations morales et sociétales que subit notre pays. En effet l'Afrique francophone justifie son éloignement de la France par le constat qu'elle fait de notre décadence. Il est naturel que les Africains se tournent vers les pays qu'ils reconnaissent dignes et respectables. Ne serait-ce que pour ce type de raisons l'OCS ne cessera d'étendre son influence.

LA SOUVERAINETÉ EST UN FACTEUR DE PAIX

La France souveraine, je ne cesse de le répéter, peut s'appuyer sur quelques grands facteurs de puissance que conforte sa richesse intellectuelle, scientifique et économique : Le nucléaire et la dissuasion, l'outre-mer qui lui offre le Second empire maritime au monde et l'amitié africaine dans l'ensemble plus vaste de la francophonie, le siège permanent au conseil de sécurité et le second réseau diplomatique au monde.

Si je résume, nos « amis » pillent notre potentiel technologique, veulent mettre un terme à notre rôle au sein des Nations-Unies et subordonner notre force nucléaire à l'OTAN. Ils méprisent notre langue et notre civilisation et nous imposent des modes de vie en contradiction avec la morale et les usages français, nous éloignent de nos ressources et de nos partenaires traditionnels. Ils nous plongent, par leur dessein géopolitique maladif, avec l'appui de la classe dirigeante au pouvoir en France, dans une sévère crise économique. Nos politiciens, bien sûr, récusent leur responsabilité. Ils essaient par toutes sortes d'arguties de s'en dédouaner... Comment qualifier ceux qui agissent ainsi ?

La guerre en Ukraine sera inévitablement gagnée par la Russie. Ce n'est pas un vœu, c'est une simple observation des faits. J'ose dire que ce sera un bien pour la France qui sera ainsi libérée des entraves otaniennes et européennes. Ces deux organisations internationales, à vocation totalitaire, auront montré à la fois leur fausseté et leur dangerosité, toutes deux inspirées dans leur action par les États-Unis d'Amérique. Ce sera aussi une autre défaite pour ce pays.

Si la France n'était pas dirigée par de petits personnages, peu réfléchis et mal instruits des choses de ce monde, notre pays pourrait profiter des moments qui arrivent pour s'élever à nouveau. La Russie n'est pas notre ennemie !

Henri ROURE, Général (2S)
Secrétaire National à la Défense du CNIP